

Zeitschrift: Neue Schweizer Rundschau
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: - (1930)
Heft: 1

Artikel: Fascisme et risorgimento
Autor: Leisen, Herbert van
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-760096>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Fascisme et Risorgimento

par Herbert van Leisen

On s'est trop accoutumé à ne voir dans le Bolchevisme qu'une théorie sociale et politique. Ce reproche que M. Henri Massis adressait dans un des derniers numéros de la *Revue Universelle* aux écrivains spécialisés dans l'examen des questions russes, peut, à tout aussi juste titre, être proféré à l'endroit d'un grand nombre de ceux qui ont entrepris de nous faire connaître la Révolution Italienne. Si le Fascisme, comme le Bolchevisme, a en tant que tendance anti-démocratique un caractère universel, il n'en reste pas moins vrai que ces deux révolutions ont des racines profondément autochtones. Sans rappeler la phrase banale qu'il nous a été donné de lire dans nos journaux quotidiens « le Fascisme n'est pas un article d'exportation », nous savons que M. Mussolini lui-même s'est expliqué catégoriquement à ce sujet. « Le Fascisme, a-t-il dit, est la continuation du Risorgimento. » Ces paroles méritent d'être examinées avec plus d'attention qu'elles ne l'ont été généralement.

En considérant la vie spirituelle de l'Italie depuis les guerres de l'Empire jusqu'à une période tout à fait récente, on s'est souvent étonné de constater l'impersonnalité de ses penseurs. Cela demande un mot d'explication. Pendant tout un siècle une seule idée domine la péninsule : accomplir l'unité nationale. Or, il se trouvait que les vertus de la race, les meilleures qualités du génie national, étaient opposées à cet idéal ; en un mot *l'italianité* combattait l'italien. Le sentiment religieux, qui s'exprime en Italie par le respect des hiérarchies et de l'autorité traditionnelle de l'Eglise, poussait le peuple à lutter contre l'unité pour défendre le pouvoir temporel des papes, les souverainetés de Naples ou de Parme et les fiefs de l'Autriche. Contre la politique du Piémont, les vertus traditionnelles de l'italien étaient les auxiliaires des Habsbourg. Cavour perçut ce danger. Il fallait y parer. Les principes de la Révolution Française et du libéralisme anglo-saxon s'offraient comme un sérum. Il résolut de les utiliser. Au nom des Droits de l'Homme, de la Liberté, de la Souveraineté du populaire, il put soulever les provinces contre la domination étrangère. D'un démocrate comme Garibaldi, d'un républicain comme Mazzini, il fit de précieux collaborateurs pour la maison de Savoie. Et l'Italie se fit en déracinant les Italiens.

L'unité accomplie, les inconvénients de cette méthode se firent aussitôt sentir. Les grands condottières du Risorgimento ne comprirent pas le sens opportuniste de la politique de Cavour. Mazzini ne pouvait concevoir l'unité parfaite sans l'instauration d'un régime républicain. Les divergences d'opinion séparèrent les patriotes. La Révolution Nationale s'effondrait d'elle-même en occupant Rome. Une crise apparaissait inévitable. Lui permettre d'éclater, en ce moment-là, où l'unité était à peine achevée, eut été rapidement tout remettre en discussion. Le Roi eut la suprême intelligence d'attendre et de temporiser. Il composa avec les vaincus et adopta le régime parlementaire comme un expédient. En même temps que le Sénat lui offrait une excellente base pour fortifier la position de la dynastie, le parlement permettait au monarque de tenir en haleine les forces révolutionnaires dont le concours lui était indispensable pour imposer l'unité. Mais à la faveur de ce compromis tous les anciens partisans de l'Autriche purent reprendre le pouvoir. Comme l'a très justement remarqué Volt¹⁾: « Les nouveaux maîtres héritaient de tous les défauts de la classe anti-révolutionnaire: servilité, absence d'esprit militaire, scepticisme, provincialisme et peur de la richesse. La carrière politique restait ainsi ouverte aux fourbes et aux intrigants, à des gens qui désiraient un peu la monarchie, un peu la république. » Germanophiles s'ils étaient conservateurs, francophiles s'ils étaient démocrates, les membres de la nouvelle classe dirigeante ne prenaient part à la vie nationale que dans son aspect le plus déprimant et le plus médiocre. La politique de ces lecteurs de De Amicis, contenue toute entière dans ces deux célèbres formules du *piède di casa* et des *mani nette*, ne pouvait satisfaire les aspirations de la nouvelle génération. Déjà Massimo d'Azeglio avait prononcé contre eux cette apostrophe terrible « L'Italie est faite, il reste à faire des Italiens ». Peu à peu la réalité refoulait les idéologies. A mesure que les nécessités de la politique extérieure exigeaient plus de fermeté de la part du gouvernement, les vices de l'État devenaient plus perceptibles. Papini avait porté un coup mortel à la réaction en avouant que tout retour sur le passé était impossible sans une restauration des souverains étrangers. Le besoin d'une nouvelle révolution commençait à être reconnu. L'Indépendance de la péninsule, qui avait été pour les libéraux de 48 le but de leur action, était considérée par la jeunesse comme un point de départ. Alors que Corradini, interprétant le sentiment général, saluait l'occupation de Tripoli « comme une nouvelle

¹⁾ Volt: *Programma della Destra Fascista*. — La Voce.

période, un nouveau Risorgimento extérieur et intérieur » de jeunes journalistes, ne craignaient plus d'écrire que l'Italie avait droit à une constitution nationale et non à une constitution de circonstances.

La bourgeoisie libérale ne comprit pas la portée de ces événements, unie aux socialistes elle se contentait de combattre mollement la politique d'expansion coloniale. L'opposition de ces deux groupes augmenta le discrédit du régime. Immédiatement toutes les idéologies encyclopédistes et anglo-saxonnes inoculées à la nation pour favoriser la guerre de l'Indépendance furent soumises à une critique sévère. A Florence, dans des revues, comme le *Regno*, le *Leonardo*, le *Carroccio*, d'Annunzio, Papini, Marinetti et Corradini élaboraient les premiers principes d'une nouvelle doctrine nationale.

Que représente le Sénat ? Que représente le Parlement ? demandaient-ils. Le Roi élit les sénateurs, le peuple élit les députés ; mais conformément à la doctrine libérale qui conçoit le droit de vote comme un droit naturel de l'individu, ni le choix du peuple, ni le choix du Roi ne désignent pour exercer le pouvoir législatif des hommes susceptibles de représenter des intérêts concrets. Le Roi et le peuple investissent du pouvoir de légiférer des individus isolés sans contact réel avec la nation. Le Sénat qui devrait être l'expression organique de l'aristocratie nationale n'est de fait qu'une réunion de personnes distinguées que le Roi récompense en les dotant d'une pension honorifique. Quant au Parlement italien, très différent de celui du Piémont, il apparaissait complètement étranger à la conception que prétendaient défendre ses partisans idéologues. Aux yeux des nationalistes, il n'était plus qu'une assemblée soumise à quelques grands trusts, maîtres de la finance et de la presse.

*

Mais ce fut seulement après la fondation à Rome de l'*Idea Nazionale* que ce nouveau parti devint un élément de première importance. Le socialisme oscillait entre plusieurs tendances. Les libéraux s'épuisaient en querelles intestines. Seuls les nationalistes avaient une unité de doctrine qui leur permettait l'intransigeance. Ce fut à la fois leur force et leur faiblesse. Car si l'*Idea Nazionale* devait préparer un terrain favorable à l'éclosion du fascisme et d'une nouvelle révolution nationale, le parti fut incapable de rallier à lui les grandes masses syndicales et ouvrières, sans lesquelles il était impossible d'accomplir un nouveau Risorgimento.

La guerre fixa définitivement la position de chacun et accentua les antagonismes. Alors que sur les places et dans les assemblées, les amis

de Corradini et de d'Annunzio réclamaient à grands cris la guerre pour le nouveau Risorgimento et l'intervention de l'Italie aux côtés des Alliés afin d'achever l'unité par l'annexion de Trieste, de Fiume et de la Haute-Adige, les libéraux de nouveau unis aux socialistes combattaient encore une fois les espérances de la nation au nom des mêmes principes qui les avaient portés quelques années auparavant à condamner les entreprises coloniales. Comme l'a très justement dit M. Curzio Malaparte au début de la guerre, le terme de lutte des classes n'avait plus en Italie la même signification que celui qui lui était généralement donné dans les autres Etats d'Europe. Il ne s'agissait ici ni de classes sociales ni d'une lutte entre patrons et ouvriers, mais de deux classes civiles; l'une, habsbourgienne, opposée à la guerre comme elle avait été opposée à l'unité, comme elle sera après l'armistice opposée à une réforme du Régime; l'autre, révolutionnaire et nationaliste, décidée d'appliquer à la lettre les paroles prononcées par Corradini au moment de l'occupation de Tripoli, «de faire un nouveau Risorgimento extérieur et intérieur», de terminer l'unité et de changer la Constitution.

Cette idée de Risorgimento intérieur, le parti nationaliste l'avait pour ainsi dire popularisée. Un de ses grands mérites était d'avoir compris qu'une renaissance italienne devait chercher son principal point d'appui dans les provinces. Toutefois, pendant la période bolchéviste le parti ne joua pas un rôle important, ses meilleurs éléments étaient absorbés par la conquête de Fiume. Aussi dès que les avant-gardes des Arditi furent dispersées, le centre de la révolution se transporta à Milan autour de M. Mussolini.

Le Fascisme était né avec une doctrine beaucoup plus souple que celle du parti nationaliste. *Prius vivere, deinde filosofare*, telle était la devise de ses premiers adhérents. Trois grandes idées générales formaient seules tout son programme idéologique.

A l'intérieur: Affirmer la nation qui existe comme une réalité bien-faisante en dépit de ses négateurs.

Créer de nouvelles hiérarchies pour remplacer la vieille aristocratie autrichienne restée au pouvoir malgré le Risorgimento.

A l'extérieur: Organiser l'immigration, trouver de nouveaux débouchés, faire respecter les droits de l'Italie.

Voilà les trois idées fondamentales, les trois idées uniques sur lesquelles a vécu le Fascisme jusqu'au moment de la Marche sur Rome. Si ce programme de nécessités immédiates devait assurer au Fascisme un triomphe rapide, le caractère trop schématique de sa doctrine lui

faisait encourir le risque de voir ses forces se diviser, après la Marche sur Rome, comme le firent celles du premier Risorgimento. L'organisation militaire du parti et l'autorité personnelle du Duce sauvèrent la situation.

Tous les écrivains qui nous ont parlé de Louis XIV et de son temps ont insisté sur la puissance surnaturelle qu'eût à son époque cette simple phrase « Ordre du Roi ». Il n'est pas jusqu'à la mort de Vatel qui ne soit une des scènes les plus représentatives de cette obéissance quasi mystique aux moindres désirs du souverain. « Ordre du Roi », « Ordre du Duce » dans l'Italie nouvelle comme dans la France du grand siècle, la puissance magnétique de ces paroles domine toutes les énergies. Le Fascisme se considère comme une aristocratie. Les batailles idéologiques sont ses tournois. Partisans du Parlement ou anti-parlementaire, monarchistes constitutionnels ou monarchistes de Droit-Divin, tous veulent éprouver par des polémiques internes la valeur de leurs idées. Les revues du parti sont des champs clos dans lesquels ces nouveaux chevaliers vérifient la qualité de leurs armes. Au-dessus d'eux, combattant supérieur et arbitre, le Duce adopte ou rejette, récompense le vainqueur ou arrête le combat.

*

Après la Marche sur Rome, le fascisme connut une période très agitée, puisque M. Jacques Lumbroso, qui en a écrit l'histoire, n'a pas craint d'intituler son volume *La Crise du Fascisme*.¹⁾ Un problème très grave se posait pour les vainqueurs, celui du renouvellement de leurs chefs. Un grand nombre de ceux qui, pendant la guerre civile s'étaient révélés d'excellents condottières, s'avéraient de médiocres législateurs. A Crémone, M. Farrinaci déclarait que le Fascisme devait avant tout défendre ses positions acquises. La Révolution semblait menacée d'avorter en un simple coup d'État. C'est alors qu'un des plus jeunes députés du parti sauva à nouveau la situation. Réagir contre les conséquences de la politique opportuniste de Cavour, restaurer, si l'on peut ainsi parler l'Italien, donner à l'État une constitution nationale, tel avait été depuis un quart de siècle l'idéal de tous les partisans d'une nouvelle révolution, tels devaient être les buts du Fascisme. Cette opinion, M. Giuseppe Bottai – aujourd'hui ministre pour les corporations – la défendit avec une véhémence magnifique. Dans sa revue *Critica Fascista* tous les meilleurs penseurs de l'Italie nouvelle firent

¹⁾ Jacques Lumbroso *La Crise du Fascisme* – Vallecchi.

campagne pour un changement rapide du régime. La nécessité d'une réforme de la constitution fut admise par chacun. En peu de temps, les provinces furent ralliées à ce point de vue. De nombreux périodiques, comme la *Rivoluzione Fascista* de Florence, réclamèrent avec insistance l'accomplissement du Risorgimento intérieur et la substitution à l'État encyclopédiste et anglo-saxon d'un État corporatif et italien. Dans cette lutte passionnée qui dura près de deux ans et mit en présence deux des plus fortes personnalités du Fascisme, M. Farrinacci et M. Giuseppe Bottai, il n'est pas exagéré de dire que le triomphe final de la tendance *Critica Fascista* fut aussi celui du nouveau Risorgimento et de la Révolution.

L'œuvre constitutionnelle du Fascisme étant encore inachevée, il n'est pas permis de porter sur elle un jugement définitif. Mais si elle se poursuit dans la voie où elle semble être orientée, il n'est pas douteux que le fascisme englobe de plus en plus l'unanimité du peuple italien, et réalise l'idéal de tous les partis révolutionnaires-nationaux qui, depuis un quart de siècle, ont réclamé tour à tour un changement du Régime.